

CONFÉRENCE DE PRESSE DU 26 AVRIL 2011

Paul Rechsteiner, président de l'USS

Rapport de l'USS sur la répartition des revenus et de la fortune en Suisse

Les riches qui deviennent toujours plus riches, ça suffit ! Revenons à la raison en matière de politique salariale, avec des salaires minimums et des augmentations générales des salaires !

Nombreux sont ceux qui s'en sont rendu compte depuis longtemps : l'évolution des salaires et de la fortune est toujours plus inégale en Suisse. Le fait nouveau n'est donc pas tellement le constat scandaleux que les hauts et les très hauts revenus ainsi que les grandes fortunes se sont rempli les poches au cours des dix à quinze dernières années. Non, le fait nouveau c'est la démonstration scientifique que présente aujourd'hui l'Union syndicale suisse à travers le rapport sur la répartition de revenus et de la fortune en Suisse. C'est le fait que la réalité chiffrée confirme l'impression désagréable ressentie par beaucoup.

Dans notre pays, les inégalités se sont accentuées de manière proprement incroyable. C'est la conséquence du fait que les revenus de ceux qui gagnent énormément ont progressé depuis 1991 dans des proportions inimaginables il y a peu. Entre 1997 et 2008, le nombre de millionnaires salariés s'est accru de 510 à 2824. Les 40'000 salarié(e)s les mieux rémunérés ont vu leurs salaires réels augmenter de plus de 20 %, alors que les bas salaires et les salaires moyens ne progressaient que de 2 à 4 %. C'est seulement dans les branches où les syndicats sont parvenus à imposer des salaires minimums et à les faire augmenter qu'il a été possible d'empêcher l'écart des salaires de se creuser encore davantage.

L'évolution grossièrement inégale des salaires est aggravée par une mauvaise politique, menée au service des hauts revenus et grandes fortunes. Alors que les impôts directs ont continuellement baissé, avec pour résultat que les hauts revenus paient aujourd'hui quelque 7 milliards de francs de moins qu'il y a dix ans, les frais de logement, les primes des caisses-maladie et les impôts et autres taxes n'ont cessé d'augmenter depuis le début des années nonante. La charge supplémentaire due aux taxes et aux impôts indirects représente à elle seule 17 milliards de francs par an. Tout cela avantage les hauts revenus au détriment de la grande majorité de la population à bas et moyens revenus.

L'évolution de la fortune est encore plus éloquent que l'évolution des revenus. En 1997, selon la statistique de l'impôt sur la fortune, les 4,3 % les plus riches possédaient une fortune égale à celle du reste de la population. En 2007, c'étaient les 2,2 % les plus riches qui détenaient à eux

seuls la même fortune que les 97,8 % de la population. Cette évolution aberrante est aussi favorisée par une mauvaise politique fiscale, au bénéfice des grandes fortunes, politique qui a conduit, par exemple, à la suppression à grande échelle de l'impôt sur les successions et à la forte diminution de l'impôt sur la fortune dans les cantons.

Les inégalités sociales croissantes dans notre pays sapent lentement, mais sûrement, les fondements de la démocratie. Dans les années quarante du siècle passé, après les destructions dues à la Deuxième Guerre mondiale, l'idée s'était imposée que l'évolution démocratique impliquait des perspectives pour tout le monde et pas uniquement pour une petite caste de nantis. Une politique qui ne défend plus que les intérêts des hauts revenus et des grandes fortunes et ne respecte plus la majorité qui, par son travail, produit les valeurs fondamentales de l'économie et de la société, cette politique détruit ce qu'il y a de positif en Suisse.

C'est pourquoi un changement politique est nécessaire pour rompre avec ces inégalités croissantes en matière de revenus et de fortune. Pour ce faire, outre un nouveau respect envers les personnes qui travaillent, il faut s'appuyer principalement sur la politique salariale, mais aussi sur la politique sociale et la politique fiscale.

Dans le domaine de la politique salariale, le retard accumulé par les travailleurs et travailleuses à petits et moyens revenus doit être comblé l'aide de hausses générales des salaires réels. L'individualisation de la politique salariale est une très mauvaise chose pour améliorer l'égalité au profit de la majorité des salarié(e)s. L'initiative populaire sur les salaires minimums permettra de renforcer les conventions collectives de travail (CCT) dans l'intérêt de tous et de toutes. Cette initiative demande également un seuil obligatoire légal de 22 francs au moins par heure ; aucun contrat de travail ne pourra descendre au-dessous de cette limite, même s'il n'existe pas de CCT. Une autre action importante contre l'inégalité salariale est la campagne en faveur d'un salaire égal pour un travail de valeur égale, campagne qui redémarrera le 14 juin prochain.

Dans le domaine de la politique fiscale, il faut rompre avec l'enrichissement des riches poussé à son comble sous le règne de Hans-Rudolf Merz. La réforme de l'imposition des entreprises II, approuvée de justesse en votation populaire, apparaît avec le recul pour ce qu'elle est, une pure escroquerie. Au lieu d'allègements fiscaux pour quelques PME, elle offre des milliards de francs de cadeaux aux gros actionnaires. Il faut arrêter net les divers projets en préparation visant à accorder de nouveaux cadeaux fiscaux aux hauts revenus et aux grandes fortunes.

Pour ce qui est de la politique sociale, il convient de renforcer l'AVS en matière de prévoyance vieillesse. L'AVS n'est pas seulement le principal pilier de la prévoyance vieillesse pour la population dans son ensemble. Comme l'obligation de cotiser est illimitée dans l'AVS, que les hauts et les très hauts revenus sont donc également concernés, et que les rentes servies sont les mêmes pour tout le monde, cette assurance sociale est extraordinairement bien financée. Il faut construire sur ces principes, qui ont fait leurs preuves dans le passé et sont aussi porteurs d'avenir. Il convient également d'instaurer d'urgence un financement plus équitable de l'assurance-maladie. Si les primes calculées sur le revenu ne sont pour l'heure pas d'actualité, il faut, pour commencer, augmenter les moyens alloués à la réduction des primes. Il y a là urgence, puisque les dépenses des ménages dans ce domaine sont celles qui – avec les dépenses pour se loger – ont le plus augmenté. Les hausses de salaires accordées aux petits et moyens revenus ne doivent plus être mangées jusqu'au dernier centime, et au-delà, par l'augmentation de ces dépenses.

Pour aboutir à une répartition plus juste des salaires et de la fortune, la priorité est toutefois encore et toujours d'opérer un changement de cap dans la politique salariale. La grande majorité des salarié(e)s à petits et moyens revenus était satisfaite des systèmes de rémunérations simples, prévisibles et transparents, et du principe des augmentations générales de salaires. Ces règles reflètent aussi le fait que les résultats économiques sont obtenus par un effort commun. Ces résultats n'existeraient pas si chacun n'y mettait pas du sien. L'individualisation de la politique salariale et la culture du bonus détruisent cette forme de cohésion. Au final, elles n'avantagent que les hauts et les très hauts revenus. Pour la grande majorité des travailleuses et travailleurs salariés, elles ne sont qu'une vaste escroquerie.

Le retour à la raison dans le domaine de la politique salariale, avec des salaires minimums décents et des augmentations salariales pour tous et toutes, est ainsi la clé du succès dans la lutte contre les inégalités croissantes en matière de revenus et de fortune. L'automne prochain et ses négociations salariales devront marquer le début du changement de cap.